

## Le Bulletin électronique d'ARC International, n° 3 Juillet 2011

Chers amis, chères amies,

Notre édition estivale du Bulletin électronique d'ARC renferme de fabuleux développements puisque des pas de géants ont été faits dans la reconnaissance internationale des droits humains reliés à l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

### **11<sup>e</sup> SESSION DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL** (2-13 mai)

Durant cette session, des recommandations sur les droits humains reliés à l'orientation sexuelle et l'identité de genre ont été soulevées lors des examens de : Belgique, Palau, Seychelles, îles Salomon, Lettonie, Sierra Leone, Singapour, Surinam, Grèce, Samoa, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Hongrie et Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce n'est qu'après l'adoption des rapports lors de la 18<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme, en septembre, que la réponse à la majorité de ces recommandations sera connue. Les recommandations sur des questions spécifiques d'identité et d'expression de genre (dans les rares cas où elles figurent) demeurent plus faibles qu'on l'aurait souhaité, d'où le besoin d'une stratégie de revendication mieux ciblée lors des futures sessions.

### **NOUVELES PUBLICATIONS DU HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME** (5 mai)

En vue de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie, le Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH) a publié une vidéo et un dépliant sur la violence et la discrimination ciblant des lesbiennes, gais, personnes bisexuelles et transgenres.

Dans la vidéo, la Haut Commissaire parle des récentes attaques violentes contre les gens LGBT aux États-Unis, Brésil, Honduras et en Afrique du Sud, soulignant que de tels incidents, loin d'être isolés, font partie d'un problème global. « Ultimement, l'homophobie et la transphobie ne diffèrent pas du sexisme, de la misogynie, du racisme ou de la xénophobie », note-t-elle, « mais ces dernières formes de préjugés sont condamnées par les États alors que l'homophobie et la transphobie sont trop souvent écartées. » Le site web du BHCDH offre le scénario complet de la vidéo en fichier Word (français, anglais, espagnol et arabe).



NAVI PILLAY,  
Haut Commissaire aux droits  
de l'homme de l'ONU (Photo  
du HCDH)

Le dépliant intitulé *Les Nations Unies prennent position : Combattre la discrimination sur la base de l'orientation et de l'identité sexuelles* est une collaboration entre le HCDH, le PNUD, ONUSIDA et l'OMS. Il présente des extraits des nombreuses déclarations sur le sujet, faites par la Secrétaire général, la Haut Commissaire et d'autres représentants de l'ONU, de même que par des instances de traités onusiennes, des rapporteurs spéciaux et d'autres organismes de l'ONU.

En publiant conjointement ce dépliant, les organismes/entités envoient un message clair : les partenaires onusiens parlent d'une seule voix sur cette question. Tous les renseignements figurent sur le site du HCDH dédié à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre : [www.ohchr.org/FR/Pages/WelcomePages.aspx](http://www.ohchr.org/FR/Pages/WelcomePages.aspx)

## **JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE** (17 mai)

ARC était fier de participer à des événements soulignant la Journée internationale de lutte contre l'homophobie. Lors d'un panel organisé par ONUSIDA et d'une rencontre de UN-GLOBE (réseau des employés LGBT des Nations Unies), le codirecteur John Fisher a présenté « IDAHO: Capitalising on recent developments on sexual orientation and gender identity for the June 2011 High Level Meeting on AIDS »

## **17<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME** (30 mai – 17 juin)

Une fois de plus, nous étions ravis de travailler avec des collègues d'ONG de par le monde et veiller à ce que le Conseil des droits de l'homme soulève les violations de droits humains basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les documents des Rapporteurs spéciaux portaient sur de nombreux abus brutaux contre des individus LGBT dans toutes les régions. Malgré ces cas bien documentés, certains États insistent que le Conseil des droits de l'homme n'a pas un mandat de protection basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La session a cependant remporté une victoire lorsqu'une nette majorité des États membres du CDH a voté pour placer clairement cette question à l'ordre du jour du Conseil.

**Résolution sur « Les droits de l'homme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre »** Quelle épopée entre l'ébauche de la résolution de l'Afrique du Sud L.27 sur « Le besoin impérieux de respecter les procédures et pratiques établies par l'Assemblée générale des Nations Unies dans l'élaboration de nouveaux standards et normes et leur intégration subséquente dans la loi existante sur les droit humains », d'une part, et la résolution 17/19 sur les « Les droits humains, l'orientation sexuelle et l'identité de genre », d'autre part. Le changement drastique dans l'énoncé reflète son nouveau langage et son nouveau focus. Le texte original prévoyait un groupe de travail inter-gouvernemental pour définir et potentiellement limiter comment de « nouveaux concepts » tels que l'orientation sexuelle seraient inclus dans la loi internationale sur les droits humains. Si l'ébauche avait été adoptée, elle aurait bloqué la considération des questions par d'autres forums ou mécanismes de l'ONU, créant ainsi un censeur.

Entre mars (présentation du texte original et renvoi) et juin, ARC International a travaillé de près avec des militants de l'Afrique du Sud, de Genève et d'ailleurs pour encourager la délégation de l'Afrique du Sud à adopter un langage plus positif dans sa résolution en vue de cibler la violence, la discrimination et les violations reliées de droits humains basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre



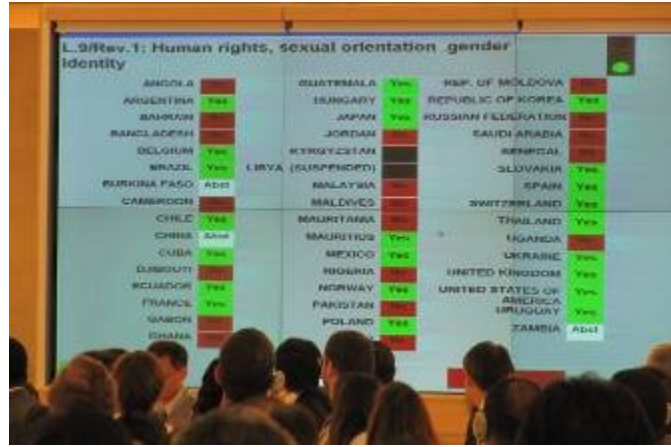
*Le Représentant permanent adjoint Luvoyo Ndimeni (G) préside les négociations sur la résolution avec l'aide de Susan Wilding (D), membre de l'équipe de rédaction de Pretoria. (Photo : ARC International)*

Les négociations sur le texte se firent tout bonnement en raison de l'absence de joueurs hostiles et, surtout, de la présidence inclusive de l'Afrique du Sud. Les ONG ont constamment eu l'occasion d'intervenir et fournir des suggestions. L'Afrique du Sud a considéré toutes les suggestions, des États comme des ONG, en vue de formuler une résolution plus forte, capable de générer un appui maximal.

Le résultat fut un excellent texte exprimant «une grave préoccupation des actes de violence et discrimination, dans toutes les régions, commises contre des individus en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité

de genre». Il exigeait que la Haut Commissaire aux droits de l'homme prépare une étude d'ici la fin de l'année sur la discrimination et la violence basées sur ces motifs, et décidait de tenir un groupe de discussion au Conseil des droits de l'homme en mars 2012 en vue d'étudier les résultats de l'étude.

La résolution fut examinée pour adoption le dernier jour du Conseil (17 juin). Pendant que des diplomates tendus se regroupaient au fond de la salle et des collègues des ONG, mouchoir en réserve, soupiraient, l'ambassadeur Matjila de l'Afrique du Sud livrait une déclaration fort émouvante pour présenter la résolution, créant un lien entre les luttes du passé et du présent. Après diverses autres déclarations, dont celles très favorables du Brésil et du Mexique, et celles moins agréables de divers autres pays, la résolution fut mise au vote et adoptée par 23 voix contre 19 (3 abstentions). Vague de hourras, d'applaudissements, d'accolades et de larmes !



Le Vote ! (Photo : courtoisie de Philippe Dam, HRW)

### Résolution sur la violence à l'endroit des femmes

Tout en célébrant l'adoption de la résolution sur l'OSIG, nous déplorons la perte d'une référence aux femmes vulnérables à la « violence sexuelle » dans la récente résolution sur la violence contre les femmes. Principal parrain de la résolution, le Canada a gardé la référence jusqu'à la fin, puis l'a enlevée suite aux fortes pressions de quelques pays, ce qui entravait le consensus traditionnel autour du texte. Bien que la référence fût écartée cette fois-ci, le Canada s'est engagé à travailler pour la réinsérer la prochaine fois que la résolution reviendrait pour considération.

### Adoptions des EPU

Nauru et Sao Tomé et Príncipe ont tous deux formellement accepté des recommandations visant la décriminalisation des relations de même sexe entre adultes consentants. Des recommandations sur des questions d'OSIG furent aussi acceptées par : Népal, Autriche, Australie, Estonie, Paraguay et Sainte-Lucie. Entretemps, Oman, Saint-Kitts et Nevis, la Namibie et le Mozambique rejetèrent toutes les recommandations reliées à l'OSIG.

Les ONG suivantes ont fait des déclarations : [ARC International \(sur le Nauru\)](#), [Blue Diamond Society \(sur le Népal\)](#), [United & Strong Inc. \(sur Sainte-Lucie\)](#), [Caribbean Forum for the Liberation of Genders and Sexualities \(sur Saint-Kitts et Nevis\)](#), [Global Action for Trans\\* Equality \(sur l'Autriche\)](#), [Australian Coalition for Equality \(sur l'Australie\)](#), et [COC Pays-Bas \(sur la Lettonie\)](#).

### Évènement connexe - 7 juin 2011

ARC a été ravi de coparrainer un évènement connexe organisé par ILGA et intitulé « Le consensus grandissant : vers la fin de la criminalisation et des violations de droits humains fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». D'excellentes présentations ont été faites par nos collègues des ONG : Phelisa Nkomo (Black Sash), Kenita Placide (United & Strong Inc.), Justus Eisfield (GATE) et Naome Ruzindana (Horizon Community Association). Le panel a discuté du nombre grandissant d'États prêts à appuyer des initiatives OSIG à l'ONU, de même que du succès éventuel de la résolution (alors au stade de l'ébauche).

### NOMMER ET CONCEPTUALISER, COMMENT SE FORME L'(IN)ÉGALITÉ SEXUELLE

Le 8 juillet, la codirectrice d'ARC, Kim Vance, a participé à Naming and Framing, The Making of Sexual (In)Equality, la VIII<sup>e</sup> Conférence de l'International Association for the Study of Sexuality, Culture and Society à Madrid, Espagne. Ses co-présentatrices, photographiées ci-dessous, étaient Mauro Cabral (GATE - Global Action for Trans\* Equality), et Kenita Placide (United and Strong, Inc. - Sainte-Lucie).



Mauro, Kenita et Kim à Madrid. (Photo: ARC International)

Le résumé s'intitulait « Terrain perdu, terrain gagné, terrain fracturé : la lutte littérale pour nos vies à l'ONU ». et portait sur l'immense effort de la société civile, décembre dernier, pour réintégrer la référence à l'orientation sexuelle dans la résolution de l'ONU sur les meurtres extrajudiciaires, et une analyse de l'exclusion d'une référence à l'identité de genre. En raison de récentes avancées à l'ONU depuis cette initiative décembre dernier, la présentation faisait aussi le lien entre la revendication autour de la résolution EJE et la récente victoire au sujet de la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en juin, qui incluait des références tant à l'orientation sexuelle qu'à l'identité de genre. La présentation s'inspirait de documents

recueillis durant l'initiative de décembre dernier et des données sur le suivi recueillies au cours d'un sondage effectué à travers une liste électronique OSIG. Toujours à Madrid, après une semaine de cours d'espagnol, John Fisher a expliqué *Comment utiliser les mécanismes de l'ONU* à des participants à la première Jornadas de Derechos Humanos, co-organisée par la fédération espagnole FELGBT et Arcópoli.

### DES MÉCANISMES DE L'ONU S'INTÉRESSENT DAVANTAGE AUX QUESTIONS D'OSIG

Avec une attention plus grande accordée aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre, ARC a aussi interagi avec un éventail de mécanismes de l'ONU. Son codirecteur John Fisher a participé à la réunion annuelle des Procédures spéciales de l'ONU et à celle des présidences des instances de traités onusiennes, où la récente résolution de l'ONU sur les questions OSIG a été soulignée en vue de renforcer le rôle crucial des Procédures spéciales et des instances de traité en attirant l'attention aux violations des droits humains basées sur ces motifs. John a aussi parlé lors de la présentation du rapport annuel par la Haut Commissaire aux droits de l'homme, qui inclut une section dédiée aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre, et a participé à une table-ronde organisée par le bureau de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

De plus, ARC fut honoré de faire une présentation à une réunion d'experts sur la discrimination à base de caste et de discuter comment les leçons, succès et défis appris dans la lutte pour l'égalité autour de l'OSIG pourraient inspirer les membres d'autres groupes marginaux cherchant à faire avancer la reconnaissance des droits humains à l'ONU.

### TOUJOURS EN AVANT

Les prochains mois nous réservent divers événements excitants :

- Nous faisons du lobbying au comité ECOSOC où l'accréditation d'ILGA est considérée ;
- En août, nous participerons à la session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme en vue d'un suivi à la récente résolution du CDH sur « les valeurs traditionnelles » ;
- En octobre, le Groupe de travail EPU examinera un brochette de questions sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre avec des États de toutes les régions ;
- Du 12 au 30 septembre, ARC poursuivra sa revendication internationale à la 18<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme.

Surveillez ce coin de nouvelles !

En toute solidarité,

Kim, John et Sheherezade.

**ARC International**



Des collègues d'ONG quittent les salons du CDH pour célébrer l'adoption de la résolution sur l'OSIG : L.-R. Philippe Dam, Alli Jernow, Jeremie Smith, Julie deRivero, Corlett Letlojane, John Fisher, Phelisa Nkomo et Sheherezade Kara. (Photo : ARC International)